

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Où en est l'opinion sur les migrants ?

1. *Le sujet s'implante clairement dans les têtes.* Il monte dans les baromètres (première préoccupation des Européens selon TNS-Sofres, pour la première fois). Parallèlement les verbatims spontanés deviennent très nombreux (aussi nombreux que l'attentat du Thalys la semaine passée...).
2. *Les réticences à accueillir les migrants restent très fortes.* Autour de 30% y sont favorables, soit bien moins que ce qui a pu être mesuré pour les chrétiens d'Orient l'année dernière (54%), et sans comparaison avec ce qu'a pu être la disponibilité à accueillir les Kosovars en 1999 (64% de favorables). A noter qu'une distinction commence à être faite entre migrants économiques et réfugiés, mais reste mesurée (10 points d'écart lorsqu'ils sont testés séparément).

Les idées de « répartition » dans les différents pays d'Europe passent mal : seuls 36% des Français y sont favorables. C'est l'un des scores les plus bas d'Europe, avec le Royaume-Uni (32%). A titre de comparaison, les Néerlandais sont partagés (47/53), les Allemands (69%) et les Italiens (81%) y sont sans surprise très favorables.

3. *A gauche, cette question pose un vrai cas de conscience* que reflètent des réponses paradoxales :
 - d'un côté les sympathisants de gauche se montrent plus ouverts que la moyenne sur l'accueil (de 50% à 55% selon les questions - ce qui n'est quand même pas massif) ;
 - de l'autre ils approuvent très largement le démantèlement des camps (à 64%), et jugent la politique menée par M. Valls « équilibrée » (50%) sinon « pas assez ferme » (30%) - seuls 20% la trouvant « trop ferme ».

Autre signe de ce dilemme moral : l'approbation de réponses sécuritaires fluctue selon l'exposition à des images insupportables. Interrogés sur les solutions, la préférence pour renforcer les contrôles aux frontières a ainsi diminué de 11 points entre mi-avril et fin-juin (de 47% à 36%), au profit de l'aide au développement (46% à 53%). Ces résultats peuvent à nouveau s'inverser...

On décèle en fait dans les verbatims des sympathisants de gauche une vraie gêne : partagés entre la conviction que nous n'avons plus les moyens d'accueillir tous les migrants qui arrivent et une compassion humaine forte devant des images terribles, ils préféreraient en réalité ne pas avoir à traiter le problème.

Ce que reflète un autre paradoxe : s'ils pensent à 90% que la solution se trouve au niveau de l'Union européenne (comme l'ensemble des Français), *la tentation de l'autruche* (donc du barricadement) *n'est jamais loin* : 53% des électeurs de gauche se disent ainsi favorable à la suppression de Schengen et au rétablissement provisoire de contrôles fixes aux frontières nationales (et 67% de l'ensemble des Français), ce qui dit *l'ampleur des doutes et la rapidité d'un retournement possible*.

A noter que la position « d'ouvrir grand les frontières » de la gauche est clairement l'un des sujets qui explique son discrédit dans l'électorat qu'elle essaie de convoiter : ouvriers et employés se voient comme beaucoup plus directement menacés dans l'allocation des ressources, en particulier le logement et les prestations sociales.

4. Nous sommes donc sur un chemin de crête extrêmement fragile :

- *Les regards sont encore tournés vers l'Europe, mais pourraient rapidement basculer vers des solutions nationales*, si :
 - l'Europe fait la preuve de son impuissance. Or le temps presse : jusque-là les Français ont été patients, mais commencent à monter depuis la fin de l'été des propos (souvent désolés) sur l'incapacité perçue de l'Europe à traiter ce problème.
 - ou plus encore si elle donnait l'impression, avec une communication mal contrôlée sur la répartition, non pas d'apporter une solution mais d'imposer aux Etats, contre leur souveraineté, d'accueillir davantage de migrants. De solution, elle deviendrait problème.
- *L'opinion ne croit pas aux solutions miracles, mais les cherche quand même*. Les Français ont conscience de la gravité des causes, ne croient pas à un retour à des flux moindres : les solutions faciles sont donc vues avec suspicion - d'autant que la droite est lestée d'un bilan en la matière, et que le gauche n'a pas donné prise jusqu'à présent à des accusations de laxisme (acquis à préserver absolument). Mais on se demande de plus en plus si les responsables politiques cherchent vraiment à résoudre le problème : si le sentiment d'impuissance se développait, la pensée magique pourrait être de retour.

5. Il paraît dans ce contexte important de :

- (i) *continuer à distinguer migrants économiques d'une part, réfugiés et persécutés de l'autre* – en racontant leurs histoires. La distinction progresse dans les têtes, mais n'est pas encore acquise.
- (ii) *préempter et s'auto-approprier les demandes européennes*. Comme pour les réformes ou les objectifs budgétaires, le pire serait de donner le sentiment de se faire imposer quelque chose. Nous devons montrer que nous ne perdons pas la main.
- (iii) *pour cela, outre la communication (pouvons-nous nous accorder avec la Commission ?), le choix des mots que nous utiliserons pour nous-même jouera*. « Répartition » est ambigu : il peut donner l'impression d'un partage extérieur qui nous est imposé. Il faudra au moins le clarifier, peut-être préférer dans notre communication intérieure « coordination » (de l'accueil que chaque Etat prend à sa charge), ou tout autre terme nous permettant de dire que l'Europe agit précisément pour permettre à chaque pays d'accueillir les réfugiés qu'il s'est fixé.
- (iv) *multiplier parallèlement les gestes sur la reconduite des immigrants économiques illégaux, comme des déboutés du droit d'asile*. Les propos tenus par l'extrême-droite sur le fait que les déboutés ne sont jamais reconduits est de nature à ruiner notre discours sur la nécessité d'accueillir les persécutés.
- (v) *multiplier les exemples de bonne intégration des réfugiés accueillis*. Ce peut être un réfugié médecin qui reprend son activité et s'installe dans un territoire désertifié ; un commerçant qui crée son entreprise et embauche des jeunes sans emploi ; des enfants qui s'intègrent très bien dans les classes et apprennent vite le français, ... *Il faudra beaucoup de symboles* pour faire tomber les craintes que ces réfugiés ne sont intrinsèquement « pas comme nous » et aggravent une menace culturelle déjà source majeure d'angoisse, même s'il y a un devoir moral les accueillir. Les images de foules hagardes sous lesquelles ils sont représentés aggravent ce sentiment.

Nous pourrions également insister sur le fait que ces hommes et femmes réfugiés *sont précisément ceux qui, chez eux, se battaient pour les valeurs que nous défendons* ; contre la barbarie, le fanatisme et le terrorisme : c'est même pour cela qu'ils ont dû fuir.

(vi) *tordre le cou à l'idée que les « illégaux » bénéficient de plus de droits et ressources publiques (santé et logement notamment) que ceux qui sont sur le territoire légalement.*

(vii) *montrer que nous avançons sur les solutions de fond, en particulier :*

- *la stabilisation des pays d'origine et de transit en complément du contrôle des frontières.* Les actions d'aide au développement ou de fixation des camps de réfugiés sur les routes de transit, nécessairement européennes, peuvent participer à limiter l'effritement du soutien à cet échelon.
- *justifier notre engagement militaire en Irak et au Moyen-Orient au nom aussi de la stabilisation pour faire cesser les flux.* Le lien n'est jamais fait par les Français, il s'agit seulement à leurs yeux de frapper les terroristes chez eux avant qu'ils ne frappent chez nous : c'est le récit que nous avons servi jusqu'à présent pour justifier notre engagement. Nous pourrions le compléter.

(viii) *il ne faut sans doute pas surestimer l'impact à court terme que pourrait avoir un règlement de la question de Calais*, tant le scepticisme sera grand dans un premier temps (les Français entendent depuis 10 ans que la situation va être réglée avec l'ouverture, puis la fermeture de Sangatte, puis l'éparpillement de la jungle etc.), mais il pourrait avoir valeur de symbole et surtout, s'il est pérenne, montrer à moyen terme la crédibilité de notre action.

Adrien ABECASSIS